

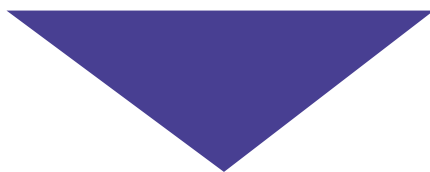
CHARTE

Ethique

Table des matières

MOT DU CEO	3
PREAMBULE	4
NOS ENGAGEMENTS ESG	5
NOS ENGAGEMENTS ETHIQUES	6
LE RESPECT DES REGLES DE LA VIE DES AFFAIRES	6
Règles du commerce	6
Conflits d'intérêts – activités politiques - lobbying	7
Protection des biens et des données	8
LE RESPECT DES PERSONNES ET NOS RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES	11
Le respect de nos salariés	11
Nos fournisseurs et prestataires	11
Nos clients	12
Nos actionnaires	12
Lutte contre le proxénétisme	12
Le respect des communautés locales	12
MISE EN ŒUVRE	14
LE ROLE DES MANAGERS	14
SENSIBILISATION ET FORMATION DES SALARIES	14
INCIDENTS ET ALERTES	15
GOUVERNANCE - COMITE ETHIQUE	15

MOT DU CEO



Nous vivons dans un monde interconnecté, dans lequel les actions individuelles peuvent avoir des impacts sur tout ou partie de la société.

De plus, l'environnement économique est de plus en plus exigeant dans ses règles légales et ses principes éthiques.

La pérennité des entreprises dépend de leur capacité à tenir compte des défis sociétaux et environnementaux du monde actuel dans leur développement, à affronter les changements et à être résilientes.

En développant une culture de l'éthique forte aussi bien dans sa stratégie que dans ses activités quotidiennes, AccorInvest s'inscrit dans cette démarche de pérennité.

La Charte Ethique s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Groupe en matière de Responsabilité sociale et environnementale. Elle énonce les engagements du Groupe pour agir, en tant qu'investisseur, propriétaire et exploitant d'actifs hôteliers, de manière éthique et en conformité avec les lois et les réglementations.

Ces engagements préservent et renforcent la confiance que nous inspirons à nos employés, nos partenaires et nos investisseurs.

J'invite donc chacun à prendre le temps de lire cette Charte Ethique, la respecter et la diffuser à nos partenaires.

Gilles Clavié
Directeur Général AccorInvest

PREAMBULE



Au cours des dernières années, les lois et les réglementations relatives à la vie économique se sont développées et renforcées.

Si les lois encadrant l'action et le comportement des entreprises peuvent varier d'un pays à l'autre, elles ont toutes pour objectif d'assurer la protection de ceux qui font confiance à l'entreprise (employés, actionnaires, partenaires, clients et société civile dans son ensemble).

A titre d'exemple, dans la plupart des pays, de nouvelles réglementations ont vu le jour au cours des dernières années dans les domaines de la lutte contre la corruption, de la promotion de la diversité, de la lutte contre le harcèlement et de la protection de la vie privée.

AccorInvest s'engage à respecter l'ensemble des lois qui s'appliquent à ses activités. Elle adopte par ailleurs une démarche éthique allant au-delà du respect des règles légales.

Cette Charte Ethique présente les engagements d'AccorInvest en matière d'éthique, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre pour assurer leur application effective.

Chacun doit connaître le cadre juridique dans lequel il exerce ses fonctions et les engagements pris par le Groupe en matière d'éthique. Il doit les respecter dans ses activités quotidiennes et en particulier dans ses relations avec ses collègues et avec les tiers. A cet égard, le management a une responsabilité particulière d'accompagnement et de supervision.

Les principes qui sont énoncés dans cette Charte Ethique s'appliquent dans tous les pays dans lesquels AccorInvest est présent et s'imposent à l'ensemble de ses salariés, dans les sièges et dans les hôtels.

Chacun est invité à consulter la Direction juridique et de la conformité en cas de doute sur les règles à appliquer ou le comportement à adopter.

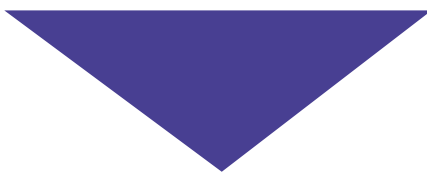
NOS ENGAGEMENTS ESG



Les règles de cette Charte Ethique font partie des engagements pris par AccorInvest en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Elle vient compléter la [Politique ESG](#) qui énonce l'ensemble des principes ESG du Groupe, structurés de la manière suivante.

AGIR DE FAÇON RESPONSABLE	RESPECTER LES PERSONNES ET L'ENVIRONNEMENT	PROMOUVOIR UNE HOSPITALITE POSITIVE
<ul style="list-style-type: none">• Etablir un processus robuste de gouvernance de la RSE au service des relations avec les investisseurs.• Garantir la conformité et démontrer un comportement transparent et éthique dans toutes nos activités.• Investir de façon socialement responsable en prenant en considération des critères ESG pour chaque nouvel investissement.• Piloter les risques ESG au sein de la chaîne d'approvisionnement et transmettre les principes ESG du groupe aux fournisseurs.	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser le bien-être des employés et leur offrir un environnement de travail respectueux de leurs droits et permettant leur développement personnel et professionnel.• Réduire l'impact environnemental de AccorInvest en systématisant la certification des hôtels, en favorisant les pratiques d'économie circulaire, en faisant un usage efficace des ressources et en réduisant notre empreinte carbone.	<ul style="list-style-type: none">• Offrir une expérience client exceptionnelle en garantissant le soin et le confort, en favorisant des services innovants pour améliorer le bien-être, en assurant l'accessibilité des hôtels et en proposant une alimentation durable.• Respecter les communautés locales où nous opérons en donnant la priorité à l'emploi local, en soutenant les projets et les associations locales et en favorisant la flexibilité et l'innovation pour créer des espaces hôteliers multifonctionnels qui profitent à la fois aux clients et aux communautés locales.

NOS ENGAGEMENTS ETHIQUES



LE RESPECT DES REGLES DE LA VIE DES AFFAIRES

Règles du commerce

Certaines lois qui encadrent les règles du commerce ont pour objet de protéger les consommateurs, les citoyens ainsi que les acteurs économiques dans leur ensemble.

Respect des règles de la concurrence

Les règles de la concurrence interdisent :

- l'entente entre un ou plusieurs concurrents, fournisseurs ou distributeurs, notamment sur la fixation des prix ou la répartition des clients ; et
- les abus dans une situation de position dominante faisant obstacle au maintien d'une concurrence active.

AccorInvest s'engage à respecter strictement les règles de concurrence nationales et internationales applicables, dans tous les pays dans lesquels elle est présente.

A cet égard, AccorInvest a mis en place des actions de sensibilisation, pour les personnels qui sont exposés à des risques dans ce domaine dans l'exercice de leurs fonctions.

Lutte contre la corruption et le trafic d'influence

La corruption consiste à offrir ou promettre, directement ou indirectement, un don ou un avantage quelconque et indu, à une personne investie d'une fonction déterminée, publique ou privée, ceci afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte entrant dans le cadre de ses fonctions. La corruption peut également consister à accepter une telle offre de la part d'un tiers, par exemple un fournisseur ou un partenaire.

La corruption peut exister dans le cadre de nos relations avec des personnes publiques (par ex. des administrations, des personnes investies d'un mandat politique) ou des personnes privées (par ex. des clients, des prestataires).

Le trafic d'influence consiste à offrir ou promettre, sans droit, directement ou indirectement, un don ou un avantage quelconque et indu, à une personne investie d'une fonction publique (ex. élu, fonctionnaire, entreprise publique), en vue d'user de son influence pour obtenir un avantage quelconque de la part d'une administration.

La corruption, privée ou publique, ainsi que le trafic d'influence, sont interdits et sanctionnés pénalement dans l'ensemble des pays dans lesquels AccorInvest est présent.

Afin de prévenir la survenance de ces risques, AccorInvest a mis en place un programme de lutte contre la corruption et le trafic d'influence, incluant un [Code de conduite anti-corruption](#).

Le Code de conduite anti-corruption exprime la politique de tolérance zéro du Groupe concernant les pratiques de corruption avérées ou à risque, et son engagement à respecter scrupuleusement toutes les lois et réglementations applicables dans le cadre de ses activités.

Pour assurer la bonne compréhension des principes applicables et leur application effective, de nombreux salariés du Groupe, et en priorité les salariés les plus exposés à ces risques, sont sensibilisés ou formés aux risques de corruption et aux comportements à adopter pour les éviter.

Cadeaux

Un des moyens de lutter contre les risques de corruption est de contrôler les pratiques éventuelles d'échanges de cadeaux et d'autres avantages personnels tels que des invitations. Ce contrôle permet aussi de sélectionner les tierces parties avec lesquelles nous travaillons (en particulier, nos fournisseurs) de façon équitable, au mieux des intérêts du Groupe,

Il est interdit aux salariés de recevoir des cadeaux de la part de tiers, ou d'en offrir, à l'exception de certains cadeaux qui sont de faible valeur et qui sont échangés dans certaines circonstances.

La [Politique Cadeaux](#) de AccorInvest décrit l'ensemble des principes applicables et offre aux salariés des conseils pratiques et des réponses concrètes pour gérer des situations qu'ils peuvent rencontrer dans leurs activités quotidiennes.

Blanchiment de capitaux

Le blanchiment est un délit consistant à faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit (par exemple détenir ou des capitaux issus d'activités délictueuses telles que le trafic de stupéfiants).

Constitue également du blanchiment le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou délit.

La prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux s'inscrivent dans le respect des législations et conventions internationales.

Les entreprises non financières peuvent être complices d'actes de blanchiment lorsque la vente d'un bien ou d'un service se fait dans le cadre d'une opération de blanchiment.

AccorInvest s'engage à faire preuve de vigilance sur les flux financiers qui pourraient avoir une origine ou une destination délictueuse et à procéder aux vérifications et aux diligences appropriées, concernant les tiers avec lesquels elle est en relation.

Conflits d'intérêts – activités politiques - lobbying

Conflits d'intérêts

Il naît une situation de conflit d'intérêts quand l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'une personne est susceptible d'être influencé par un autre intérêt, distinct et extérieur à celui de l'entreprise.

Les situations de conflits d'intérêts sont nombreuses dans la vie de l'entreprise. Elles peuvent survenir à tout moment et prendre diverses formes.

Il est donc nécessaire d'identifier les risques de survenance de conflits d'intérêts, d'établir un dispositif destiné à les prévenir et d'en maîtriser les conséquences lorsque ces situations existent ou sont inévitables.

Dans le cadre de son dispositif de prévention et de gestion des situations de conflits d'intérêts, AccorInvest définit et met en place des règles afin d'éviter que les situations de conflits d'intérêts portent préjudice à l'entreprise ou aux tiers.

Activités politiques - lobbying

AccorInvest ne soutient aucun parti politique et ne verse aucune contribution aux partis, hommes politiques et institutions connexes.

Les salariés qui exercent des activités politiques doivent le faire à titre personnel, en dehors du temps de travail et sans se prévaloir de leur appartenance à AccorInvest. Ils veillent à éviter tout conflit d'intérêts entre leurs fonctions au sein du Groupe et leurs activités politiques.

Compte tenu de sa place dans l'industrie hôtelière, AccorInvest peut participer au dialogue accompagnant l'élaboration des réglementations dans les pays dans lesquels elle est implantée et peut exprimer sa position auprès des administrations, concernant des sujets relatifs à ses activités.

Les activités de lobbying doivent être autorisées par un membre du Comité Exécutif du Groupe et être exercées dans le strict respect des règles applicables, notamment s'agissant de la déclaration au registre des lobbyistes, lorsqu'un tel registre existe. En aucune manière elles ne doivent viser l'obtention d'un avantage indu, pour le Groupe ou à titre individuel.

Protection des biens et des données

Protection des biens et du crédit de l'entreprise

Les biens et le crédit d'AccorInvest peuvent faire l'objet d'usurpation, de détournement ou encore de tout autre type de fraude ou d'abus, par ses propres représentants et employés ou par des tiers.

Ces atteintes peuvent entraîner des dommages très graves pour le Groupe et ses salariés mais aussi pour des tiers tels que les actionnaires ou les partenaires.

AccorInvest s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens appropriés pour que toutes les opérations commerciales et financières soient transcrites de manière appropriée dans sa comptabilité et conservées de manière à en permettre le contrôle ;
- se conformer strictement aux lois et normes en vigueur dans chaque pays notamment en matière comptable et fiscale ;
- mettre en place une gouvernance d'entreprise et une définition des pouvoirs pour engager et représenter l'entreprise, permettant de limiter les risques de fraude et d'abus.

Protection des données personnelles

La protection des données personnelles (par exemple : nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique, numéro de carte bancaire) vise à restreindre l'accès à des informations permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique et à définir les conditions selon lesquelles ces données peuvent être collectées et traitées.

Ces informations sont protégées par diverses lois concernant le droit à la vie privée, notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement général sur la protection des données ou « RGPD ») et la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés de 1978 en France.

AccorInvest met en place un programme de conformité à ces lois, comprenant notamment des politiques informant les personnes des traitements opérés sur leurs données (ex. [Politique de protection des données personnelles des collaborateurs](#)), des procédures définissant les règles à suivre dans le cadre de ces traitements, et des actions de sensibilisation des salariés.

Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes informatiques consiste à gérer le risque informationnel à tous les niveaux de l'entreprise – sécurité des accès aux informations et sites dédiés, droits d'accès associés aux gestionnaires, formation de sensibilisation aux risques informatiques, contrôle des partenaires au travers des tests et des audits sécurité spécifiques, etc.

AccorInvest s'engage notamment à :

- maintenir une organisation dédiée de la sécurité des systèmes d'information ;
- définir des règles d'usage des systèmes informatiques dans l'entreprise et s'assurer de la haute disponibilité de ses systèmes les plus critiques ;
- inclure la sécurité dans le cycle de vie des applications informatiques ;
- maintenir et améliorer les solutions technologiques et les mesures organisationnelles destinées à protéger les données personnelles des salariés et des tiers.

A cette fin, AccorInvest met en place des politiques de sécurité informatique accessibles sur son intranet.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle comprend les droits incorporels que sont les marques, les noms de domaines, les dessins et modèles, les brevets, le savoir-faire et les droits d'auteur. Le non-respect de ces droits constitue une atteinte passible notamment de condamnation pour contrefaçon ou concurrence déloyale.

AccorInvest s'engage à :

- assurer la protection et la défense de ses droits de propriété intellectuelle ;
- veiller à respecter ceux de l'ensemble de ses salariés et partenaires et, plus largement, ceux des tiers.

Protection de l'image et de la réputation

Les droits de la personnalité incluent notamment le respect de la vie privée, le droit à l'image, le nom de famille, le respect de l'honneur et de la réputation.

Comme les personnes physiques, les personnes morales ont droit au respect de leur réputation et sont autorisées, en tant que de besoin, à engager des actions en diffamation ou en dénigrement.

AccorInvest veille à obtenir l'autorisation des personnes physiques avant toute utilisation d'un support comprenant un ou plusieurs attributs de la personnalité d'un salarié ou d'une personne extérieure au Groupe (photo ou vidéo représentant une personne, nom, etc.).

Les salariés qui s'expriment sur les réseaux sociaux sur un sujet directement ou indirectement lié au Groupe, ses hôtels ou ses métiers ne doivent pas délivrer d'informations confidentielles et/ou susceptibles de nuire à la réputation du Groupe.

LE RESPECT DES PERSONNES ET NOS RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Entreprise internationale et employeur de référence, AccorInvest se doit d'être exemplaire tant dans ses actions sociales, sociétales qu'environnementales, et toujours soucieuse du respect de ses partenaires (salariés, clients, fournisseurs et autres partenaires)

Le respect de nos salariés

Nos salariés ont un rôle clé dans le développement et le fonctionnement du Groupe.

Conscient de leur importance, AccorInvest adopte une [Charte Sociale](#) qui vise à définir le cadre et à rappeler les principes qui animent sa relation avec ses salariés.

AccorInvest veille à respecter l'ensemble des lois qui s'appliquent à l'emploi, aux conditions de travail et à la relation avec ses salariés. Le Groupe prend également des engagements allant au-delà du respect des règles légales notamment en termes de lutte contre le harcèlement.

Les principes et engagements que se fixe AccorInvest en matière sociale sont détaillés dans la [Charte Sociale](#).

Nos fournisseurs et prestataires

Le respect des personnes implique de s'assurer que les pratiques des partenaires, fournisseurs et prestataires de services, sont conformes aux engagements du Groupe.

Les achats constituent des opérations essentielles dans les activités de AccorInvest et représentent des dépenses importantes.

La sélection, la contractualisation et la gestion des fournisseurs sont donc des composantes clés pour la mise en œuvre des principes éthiques du Groupe.

Les salariés procédant à des achats dans le cadre de leurs fonctions doivent le faire conformément aux engagements d'AccorInvest et aux lois et réglementations en vigueur, ceci tant du point de vue des règles du commerce que de celui des principes ESG.

S'agissant de ses hôtels, AccorInvest a confié la sélection, le référencement et la gestion des prestataires et fournisseurs à leur gestionnaire, permettant ainsi de s'assurer que les achats pour les besoins des hôtels sont réalisés de façon professionnelle, équitable, transparente et rationnelle.

Les engagements du gestionnaire des hôtels en matière sociale et environnementale sont cohérents avec les engagements d'AccorInvest. Ils sont partagés avec et requis des fournisseurs référencés. Le gestionnaire s'assure de leur respect notamment par la conduite d'audits auprès des fournisseurs.

AccorInvest s'engage à suivre et à s'assurer de la bonne gestion des fournisseurs des hôtels référencés par leur gestionnaire, notamment quant aux aspects sociaux et environnementaux.

Nos clients

Les clients sont au centre des préoccupations et des réflexions de AccorInvest.

Dans cette optique, le Groupe s'engage à :

- offrir des conditions d'accueil optimales pour prévenir la survenance de tout risque en matière de sécurité et santé ;
- favoriser le confort des clients en offrant des services durables et innovateurs en ce qui concerne l'alimentation, l'hébergement et les loisirs ;
- garantir l'accessibilité aux services à tous nos clients en respectant la diversité et l'inclusion de toutes personnes.

Ces engagements et les actions en découlant sont plus amplement décrits dans la [Politique ESG](#).

Nos actionnaires

AccorInvest communique avec ses actionnaires de manière loyale et transparente et met en place des règles de gouvernance en conformité avec les lois applicables.

Lutte contre le proxénétisme

Le proxénétisme est le fait de permettre ou de contribuer à la prostitution d'autrui et d'en tirer profit de quelque manière que ce soit. Le délit de proxénétisme existe dans de nombreux pays. Il consiste, pour l'exploitant d'un établissement, à accepter, en toute connaissance de cause, que des actes de prostitution se réalisent dans son établissement et à en tirer profit.

AccorInvest s'engage à :

- ne pas favoriser, organiser ou tirer profit d'actes de prostitution dans ses établissements;
- porter à la connaissance des autorités compétentes toute information relative à des faits répréhensibles dans ce domaine.

Le respect des communautés locales

Naturellement ancré par ses activités dans les communautés locales, AccorInvest contribue directement à une dynamique économique partagée grâce à l'emploi, à la participation dans des projets locaux avec des partenaires locaux et la protection de la richesse culturelle des populations. Le Groupe vise à devenir un agent de changement dans les communautés dans lesquelles il opère.

L'ensemble des principes et engagements que se fixe AccorInvest en matière de respect des communautés locales sont plus amplement détaillés dans sa [Politique ESG](#).

LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

En tant qu'entreprise responsable, AccorInvest a pour objectif de maîtriser les grands enjeux environnementaux auxquels elle est confrontée et de développer son activité dans le respect de la planète en réduisant son impact sur l'environnement.

Pour cela, le Groupe s'engage à :

- Mettre en œuvre un système de gestion environnementale, permettant la certification des hôtels.
- Développer une stratégie globale de réduction de l'empreinte carbone de l'ensemble des activités du Groupe.
- Promouvoir une approche circulaire dans toutes les activités développées par le Groupe afin de réduire la quantité de déchets générés.
- Favoriser une utilisation responsable des ressources, de la conception aux opérations.

Les engagements environnementaux d'AccorInvest sont énoncés dans la [Politique ESG](#) du Groupe.

MISE EN ŒUVRE



La mise en œuvre effective des principes de la Charte Ethique passe par la connaissance qu'en a chaque salarié et par son engagement à les respecter dans le cadre de ses fonctions. A cet effet, le Groupe met en place divers instruments tels que des actions de formation et de sensibilisation, un dispositif d'alerte. Par ailleurs, il est rappelé que les managers ont un rôle clé dans cette mise en œuvre.

Le cas échéant, au regard de l'environnement réglementaire de chacun des pays, cette Charte pourra être intégrée au règlement intérieur de la société ou annexée au contrat de travail des salariés.

Pour s'assurer de l'effectivité de sa mise en œuvre, des sanctions disciplinaires pourront être prises en cas de violation des principes énoncés dans cette Charte.

LE RÔLE DES MANAGERS

Les managers ont pour rôle de donner l'exemple et de promouvoir les engagements issus de cette Charte auprès des salariés.

Ils sont attentifs à leur respect et sont disponibles pour répondre aux questions de leurs équipes et pour apporter toute aide.

En cas de doute, le manager a la possibilité de demander conseil auprès d'un Compliance officer, des équipes juridiques ou des équipes Ressources humaines.

SENSIBILISATION ET FORMATION DES SALARIÉS

La connaissance et la compréhension par les salariés des principes édictés dans la Charte Ethique sont indispensables pour que chacun les applique effectivement dans ses activités quotidiennes.

Des communications appropriées ainsi que des formations et des actions de sensibilisation sont dispensées par AccorInvest, selon un ordre de priorité et des modalités qui sont déterminés en fonction de l'évaluation qui est faite des risques associés à chaque sujet.

Selon leur durée, leur contenu et la population qu'elles visent, les formations peuvent être dispensées en présentiel, à distance ou via des outils tels que les e-learning.

INCIDENTS ET ALERTES

Chaque salarié est invité à informer son manager, son Compliance officer ou la Direction des ressources humaines des questions qu'il peut avoir en matière d'éthique et de conformité ainsi que des incidents et des manquements aux engagements du Groupe, dont il peut avoir connaissance.

De plus, un dispositif informatique d'alerte existe, permettant de recueillir et de traiter, de manière confidentielle et sécurisée, les signalements relatifs à toute situation ou comportement qui violerait la loi ou contredirait les engagements du Groupe en matière d'éthique.

Ce dispositif d'alerte est accessible aux adresses suivantes :

- <https://accorinvest.integrityline.org/> pour les employés des sièges ;

- <https://accor-integrity.com/> pour les employés des hôtels.

Ses modalités de fonctionnement et les garanties qui y sont attachées en matière de protection des personnes sont précisées sur les plateformes informatiques dont l'adresse est visée ci-dessus.

GOVERNANCE - COMITE ETHIQUE

Les engagements de la Charte Ethique sont mis en œuvre dans le cadre du Programme de conformité du Groupe ainsi que de sa stratégie ESG et de sa stratégie sociale.

Le Programme de conformité est défini par la Direction de la conformité en accord avec le Conseil d'administration par l'intermédiaire du Comité ESG et sous la supervision du Comité Exécutif. Sa mise en œuvre est assurée par la Direction de la conformité qui reporte au Comité Exécutif par l'intermédiaire du Comité Ethique.

Le Comité Ethique réunit plusieurs fois par an le Directeur général, le Secrétaire général, la Directrice de la conformité, la Directrice des relations sociales, un représentant des fonctions ESG ainsi que des membres du Comité Exécutif représentant les fonctions support et les fonctions opérationnelles.

Son rôle est de s'assurer que le Groupe respecte ses engagements en matière de conformité et d'éthique et met en œuvre son Programme de conformité. Le Comité Ethique a notamment les missions suivantes :

- prendre connaissance du rapport sur les alertes en matière d'éthique signalées et s'assurer de leur traitement effectif et cohérent au sein des différentes entités du Groupe
- suivre les actions et la feuille de route du Programme de conformité
- prendre connaissance et approuver les principales politiques en matière de conformité et d'éthique
- se prononcer sur tout projet ou toute problématique en lien avec la conformité et l'éthique et le cas échéant, l'arbitrer.

Le Comité Ethique partage avec le Comité Exécutif du Groupe le résultat de ses travaux.